Décision : QCRC06-00111

Numéro de référence : Q05-01217-3

Date de la décision : Le 26 mai 2006

Objet : NON-RESPECT D'UNE CONDITION

Endroit : Québec et Montréal
(par visioconférence)

Dates de l'audience : Le 30 mars 2006
Le 25 mai 2006

Présent : Gilles Savard, avocat
Commissaire

Personnes visées :

7-Q-30035C-303-P COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC
200, Chemin Sainte-Foy, 7e étage
Québec (Québec)
G1R 5V5

agissant de sa propre initiative

R-036267-4 TRANSPORT WEEK N INC.
2026, rang 5
Saint-Majorique-de-Grantham (Québec)
J2B 8A9

DANY TRAVERSY
4666, Boul. Allard
Drummondville (Québec)
J2A 2H1

intimés

Procureur de la Commission : M^e Mario Turcotte

La Commission examine le comportement de TRANSPORT WEEK N INC. (intimée) afin

de décider si les conditions imposées par la décision QCRC05-00123 du 31 août 2005 ont été respectées ou si d'autres mesures ont été prises afin de corriger les déficiences à l'origine de l'imposition de ces conditions.

La décision QCRC05-00123 remplaçait la cote de sécurité de l'intimée portant la mention « satisfaisant », par une cote portant la mention « conditionnel ». Les conditions que cette décision ordonnait se résument ainsi :

- suivi de formations tant pour monsieur Dany Traversy, administrateur de l'intimée, que pour les chauffeurs de l'intimée;
- écriture et transmission aux services administratifs de la Commission d'une politique de sanctions graduées;
- transmission au services administratifs de la Commission d'un rapport de vérification mécanique des véhicules lourds à chaque trois mois pour une période d'un an;
- transmission au services administratifs de la Commission de la preuve attestant du suivi et du résultat des formations imposées.

Les déficiences reprochées à l'intimée sont énoncées dans l'« Avis d'intention et de convocation amendé » (avis) que les services juridiques de la Commission lui ont transmis par poste certifiée le 6 février 2006 conformément au premier alinéa de l'article 37 de la Loi.

Quant aux événements considérés pour établir si les conditions imposées par la décision de la Commission ont été respectées ou encore si d'autres ont été prises, ils sont énumérés dans le « Rapport administratif concernant le suivi des obligations du PECVL » (rapport de l'inspectrice), préparé le 12 décembre 2005 par madame Jessie Grondin, inspectrice au Service de l'inspection de la Commission.

Lors de l'audience tenue le 30 mars 2006, la Commission a constaté l'absence de l'intimée et de monsieur Dany Traversy. Le procureur de la Commission a mentionné que l'intimée serait en procédure de faillite.

L'intimée est une entreprise qui oeuvre principalement dans le domaine du transport de produits forestiers et de pierres. Son président est monsieur Dany Traversy. Selon les registres de la Commission, cette entreprise en mars 2006 possédait un véhicule moteur ainsi que quatre remorques de plus de 3 000 kg.

La décision QCRC06-00094 du 10 mai 2006 a déjà autorisé la cession de ce véhicule moteur.

La Commission est saisie de l'affaire puisque le rapport de l'inspectrice établit que l'intimée n'a transmis à la Commission aucune preuve qu'elle s'était confor-mée aux conditions qui lui étaient imposées par la décision QCRC05-00123, du 31 août 2005, ni aucune preuve que d'autres mesures ont été prises afin de corriger les déficiences à l'origine de l'imposition de ces conditions. Bref, rien n'a été transmis à la Commission de la part de l'intimée ou de son administrateur.

De plus, l'intimée aurait des amendes impayées totalisant un montant de 3 875,20\$ au 30 mars 2006. Le montant de ces amendes impayées totaliserait 4 875,20\$ au 25 mai 2006.

La Commission analyse et apprécie l'ensemble de la preuve qui lui est soumise.

Cependant, elle ne mentionne que les faits nécessaires à sa prise de décision.

L'article 27 de la Loi dicte entre autres à la Commission d'attribuer une cote de sécurité « insatisfaisant », interdisant ainsi la mise en circulation ou l'exploitation d'un véhicule lourd, à la personne qui ne respecte pas une condition qui lui a été imposée, sous une cote de sécurité « conditionnel », à moins qu'elle démontre avoir pris un autre moyen aussi efficace pour corriger la situation.

Par ailleurs, le deuxième alinéa de l'article 7 de la Loi suspend les effets de l'inscription au Registre des propriétaires et des exploitants de véhicules lourds dans le cas d'une personne qui n'a pas acquitté une amende.

Il appartient à la Commission d'analyser la preuve devant elle, de décider et, le cas échéant d'appliquer les mesures nécessaires. Le rapport de l'inspectrice établit les faits. Toutefois, le rôle de la Commission ne se limite pas à constater des déficiences. La Commission doit apprécier un comportement ainsi que, le cas échéant, les mesures mises en place pour remédier aux déficiences.

La preuve établit que l'intimée n'a rien transmis à la Commission. Elle ne s'est pas présentée, ni monsieur Dany Traversy, bien que dûment convoqués. Le 30 mars 2006, la Commission a même demandé qu'un nouvel avis de convocation soit transmis personnellement à monsieur Dany Traversy car les preuves de

signification de l'avis qui lui a été transmis étaient insuffisantes, selon le dossier, pour garantir qu'il avait disposé d'un délai d'au moins 10 jours pour faire valoir ses observations. À l'audience du 25 mai 2005, preuve a été faite que les avis ont été dûment signifiés pour une seconde fois.

La Commission constate que l'intimée n'a pas respecté les conditions qui lui ont été imposées alors que sa cote de sécurité porte la mention « conditionnel ». Ces mesures avaient pour but de corriger des déficiences sérieuses en matière de sécurité routière.

Les conducteurs de l'intimée étaient impliqués dans deux accidents avec blessés. L'intimée n'a aucunement démontré qu'elle avait pris d'autres mesures qui auraient pu permettre de corriger les déficiences à l'origine de l'imposition des conditions. Le montant de ses amendes impayées a même augmenté.

La Commission constate que, selon le paragraphe 3^o du premier alinéa de l'article 27 de la Loi, doit être attribuée à l'intimée une cote de sécurité « insatisfaisant », puisqu'elle ne respecte pas une condition qui lui a été imposée par la Commission. Cette cote entraîne une interdiction de mettre en circulation ou d'exploiter tout véhicule lourd.

La Commission considère que la cote de sécurité « insatisfaisant » doit être appliquée à monsieur Dany Traversy, administrateur unique de l'intimée, en application des pouvoirs qui lui sont conférés par le deuxième alinéa de l'article 27 de la Loi.

POUR CES MOTIFS, la Commission :

1. **REPLACE** la cote de sécurité de TRANSPORT WEEK N INC., portant la mention « conditionnel », par une cote de sécurité portant la mention « insatisfaisant » ;
2. **INTERDIT** à TRANSPORT WEEK N INC., de mettre en circulation ou d'exploiter un véhicule lourd ;
3. **APPLIQUE** à monsieur Dany Traversy, administrateur unique de l'intimée, la cote de sécurité de TRANSPORT WEEK N INC., portant la mention « insatisfaisant » ;

4. **ORDONNE QUE** toute demande d'inscription au Registre des propriétaires, exploitants et conducteurs de véhicules lourds de **TRANSPORT WEEK N INC.**, ou de monsieur Dany Traversy, tant personnellement que pour une société ou une personne morale, que l'un ou l'autre contrôle, ou dont monsieur Dany Traversy serait administrateur ou agirait dans les faits comme tel, fasse l'objet d'un examen de la part d'un commissaire.

GILLES SAVARD, avocat
Commissaire

Note : L'avis ci-annexé, décrivant les recours à l'encontre d'une décision de la Commission, fait partie intégrante de la présente décision.